



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe 2

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République du Burundi

Document d'action concernant l' «Appui au secteur privé dans le domaine de l'énergie renouvelable à travers une facilité d'investissement type ElectriFI»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Appui au secteur privé dans le domaine de l'énergie renouvelable à travers une facilité d'investissement type ElectriFI Numéro CRIS: BI/FED/041-746 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burundi L'action sera menée sur l'ensemble du territoire.	
3. Document de programmation	Programme indicative national (PIN) 2014-2020 pour le Burundi	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	<u>ODD principaux</u> ODD 7 «garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable» ODD 17 «partenariats pour la réalisation des objectifs» <u>Autres ODD significatifs</u> ODD 1 «éliminer l'extrême pauvreté et la faim» ODD 8 «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous» ODD 13 «prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions»	
5. Secteur d'intervention / domaine thématique	Énergie Secteur privé	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 10 600 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 10 600 000 EUR	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

	Gestion indirecte à travers une contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP). La plateforme de financement mixte régional sera mise en œuvre en gestion indirecte par les entités reprises dans l'appendice de ce document d'action, en accord avec les procédures d'attribution prévues par la plateforme de financement mixte régional.			
8 a) Code(s) CAD	23183 (efficacité énergétique) 23210 (production d'énergie, sources renouvelables – multiples technologies)			
b) Principal canal de distribution	1300 gouvernements tiers (coopération déléguée)			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	10. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	S.O.		
RESUME Le Burundi est un des pays les plus pauvres du monde avec un produit intérieur brut par habitant (PIB/habitant) de 307 USD/habitant en 2018, selon les données publiées par le Fonds monétaire international (FMI). Les secteurs productifs et sociaux ont été particulièrement touchés par la difficile situation économique et financière de ces dernières années. Le secteur de l'énergie au Burundi se caractérise par: i) une forte dépendance (98 %) aux énergies traditionnelles liées au bois (ce qui accentue le déboisement à l'échelon national, estimé à 2 % par an), ii) un déficit énergétique non négligeable (estimé à environ 50 MW en saison sèche et 30 MW en saison des pluies), iii) un taux d'accès à l'électricité extrêmement faible (5 % de la population), iv) une pénurie de compétences techniques et de gestion du personnel dans le secteur énergétique, v) un marché d'installation de systèmes de cuisson propre très réduit, et vi) un secteur privé peu actif dans le domaine des énergies renouvelables par manque de moyens d'investissement.				

Dans ce contexte, l'accès à l'énergie pourrait jouer un rôle clé pour le développement économique et social du pays. L'énergie, notamment électrique, permet en effet d'augmenter les capacités de production de l'industrie, de transformation et de conservation des produits périssables, mais aussi de renforcer la sécurité, en particulier des zones urbaines. De même, l'accès à une énergie domestique de qualité aurait un effet positif non seulement sur l'environnement, mais aussi sur la santé de la population pauvre qui cuisine essentiellement avec du bois de chauffe.

L'action proposée (ci-après «l'action») vise à améliorer l'accès de la population, en particulier rurale, à une énergie fiable et durable à travers des investissements structurants réalisés par le secteur privé.

L'action prévoit une étroite complémentarité et synergie avec d'autres projets financés par l'UE (comme par exemple les projets de la composante «énergie» de la mesure d'appui à la résilience des populations du Burundi et le projet de construction de deux centrales hydroélectriques dans les rivières de Jiji et Mulembwe) et d'autres partenaires techniques et financiers (comme par exemple le projet d'électrification rurale développé par la Banque mondiale), en particulier dans le secteur de l'énergie et du développement rural.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

Les relations entre le Burundi et l'UE demeurent tendues depuis les événements de 2015 et depuis l'adoption de mesures appropriées par le Conseil de l'UE en mars 2016 (application de l'Article 96 de l'accord de Cotonou) liant la reprise de l'aide financière directe à une amélioration de la situation au regard de l'état de droit, des droits de l'Homme et à la sortie de la crise politique. Actuellement ces mesures sont toujours en vigueur à cause du manque d'avancées. Toutefois, il faut noter que même si les modalités d'intervention ont changé d'une approche sectorielle à une approche projet, car aucun appui direct aux autorités n'est plus possible, l'UE continue d'être l'un des principaux bailleurs du pays en matière de développement.

Le PIN 2014-2020, après revue à mi-parcours, se focalise sur trois des quatre secteurs de concentration initialement programmés: développement rural et nutrition, santé et énergie.

Cette action vise donc à soutenir ce dernier secteur de manière innovante, en appuyant la mobilisation des investissements provenant des opérateurs privés.

L'économie burundaise, après avoir enregistré une récession entre 2015 et 2017, reste actuellement en stagnation. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), la croissance du PIB du Burundi a été nulle en 2018 (0,1 %). À court terme, la croissance devrait rester à un niveau très bas, 0,4 % en 2019 et 0,5 % en 2020. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a été de 307 USD en 2018, faisant du Burundi l'un des pays les plus pauvres du monde (en 2018, index de développement humain: 185^e rang sur 189²).

La dépréciation du Franc burundais, la pénurie de devises, ainsi que le taux d'inflation (16,6 % en 2017 avec des signes de déflation en 2018) alourdissent une pression déjà forte sur les prix à la consommation et exacerbent la détérioration de la situation socioéconomique. En particulier, le manque de devises, dû en grande partie à la réduction de l'aide extérieure, a des

² *Human Development Indices and Indicators: 2018 statistical update.*

conséquences fortement négatives pour l'économie nationale, qui dépend largement des intrants et équipements importés de l'étranger.

Sur le plan social, le Burundi se caractérise par une forte croissance démographique (3,2 %), qui dépasse largement la croissance économique, et une densité de population très élevée (environ 436 hab/km²). Entre 80 % et 90 % de la population du Burundi vit en zone rurale et dépend d'une agriculture de subsistance peu structurée et qui peine à assurer la sécurité alimentaire de la population. Malgré l'amélioration de la situation par rapport à 2017, l'insécurité alimentaire est toujours très importante (15 % de la population se trouve en insécurité alimentaire aigüe et 37 % dans une situation de stress alimentaire³) et le taux de malnutrition chronique (56 %)⁴ est parmi les plus élevés au monde.

Cet environnement économique caractérise également le secteur de l'énergie, qui est essentiellement dominé par les énergies traditionnelles (bois, charbon de bois, biomasse, etc.). Environ 98 % de la population burundaise, aussi bien urbaine que rurale, utilise le bois et le charbon de bois comme source d'énergie, surtout pour le chauffage et la cuisson des aliments, ce qui accentue le déboisement estimé à 2 % par an.

Un déficit énergétique chronique⁵ caractérise également le secteur. Sur un potentiel hydroélectrique évalué à 1 700 MW⁶, seuls 300 MW sont techniquement et économiquement exploitables. La puissance électrique installée est actuellement proche de 50 MW, dont 33 MW de production nationale d'origine hydraulique⁷.

Dans le pays, la consommation électrique est très faible et inférieure à 30 kWh/habitant/an, ce qui est en-dessous de la moyenne africaine estimée à 150 kWh/habitant/an. Le taux d'accès à l'électricité est de moins de 5 % de la population et le nombre de ménages ayant accès à l'électricité est évalué à 7 %, correspondant à 52 % des ménages urbains et 2 % des ménages ruraux⁸.

Un autre élément clé du secteur énergétique du pays est la pénurie de compétences techniques et de gestion, ce qui affecte les perspectives de développement des sources d'énergie du pays et limite également l'élaboration de politiques et de planification efficaces, les opérations de production, de commercialisation et de consommation d'énergie.

Le déficit énergétique, la faiblesse et le manque de fiabilité de la production d'électricité (délestages, variations de tension) constituent des obstacles majeurs au développement de l'industrie, du commerce et des services.

Le marché des foyers améliorés reste réduit dans le pays, à cause de: i) l'insuffisance d'information des consommateurs, ii) l'insuffisance de formation aux bonnes pratiques de cuisson, iii) le très faible pouvoir d'achat des ménages (environ 70 % de la population dispose

³ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) - Analyse de l'insécurité alimentaire. Rapport # 22 | Publié le 27 Avril 2018.

⁴ Enquête démographique et de santé (EDS) 2016/2017.

⁵ Le déficit énergétique, calculé comme la différence entre la demande et l'offre énergétique, est évaluée à environ 50 MW en saison sèche et 30 MW en saison pluvieuse. L'énergie disponible à la consommation est limitée compte tenu des capacités limitées d'investissement, d'où la nécessité d'intensifier les efforts pour un recours aux énergies renouvelables.

⁶ Plan national de développement du Burundi 2018-2027.

⁷ Ibid.

⁸ Plan national de développement du Burundi 2018-2027 (PND).

de moins d'1 USD par jour), etc.⁹ Il existe des programmes de promotion de l'utilisation de foyers améliorés, mais, malgré tout, leur usage n'est pas systématique.

Le secteur privé des énergies renouvelables au Burundi était, jusqu'à récemment, peu actif. Depuis 2016, lorsque la nouvelle loi sur l'énergie et ses décrets d'application ont été adoptés (Cf. paragraphe 1.3), les investisseurs et les promoteurs du secteur privé ont commencé à développer des projets, qui ont aujourd'hui atteint un niveau de maturité acceptable¹⁰. Ce nouveau statut réglementaire a suscité l'intérêt d'investisseurs privés pour exploiter la production d'électricité hors réseau. Dans le même temps, le secteur des énergies propres (foyers améliorés, combustibles de cuisson à plus haute teneur énergétique) suscite aussi l'intérêt des investisseurs/entrepreneurs privés.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

L'existence d'un secteur de l'énergie durable dynamique est un levier essentiel pour la relance de la croissance de l'économie burundaise. L'énergie constitue un des piliers clés de la Vision 2025 et du plan national de développement (PND) 2018-2027. La disponibilité de l'énergie en quantité et en qualité suffisantes représente l'une des conditions incontournables pour répondre aux objectifs du PND pour les secteurs: (i) de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, (ii) des technologies de l'information et de la communication, (iii) des exploitations des mines, (iv) de l'industrie et de l'artisanat, (v) de l'urbanisme et (vi) de l'économie burundaise en général.

Le secteur de l'énergie ne représente pas seulement un des axes prioritaires d'intervention du PND, mais est aussi l'un des objectifs majeurs de l'aide européenne au Burundi. Le soutien de l'UE dans le domaine de l'énergie pour ce pays s'inscrit dans la stratégie globale de coopération énergétique UE – pays des Grands Lacs, comme déclinaison sous-régionale du support de l'UE à l'initiative «Sustainable Energy for All – SE4ALL».

Le secteur de l'énergie est une des priorités du PIN 2014-2020. L'objectif est de contribuer à la croissance économique du pays en améliorant les performances et la durabilité du secteur de l'énergie par l'augmentation de l'accès des populations rurales et urbaines à des sources d'énergie durable et par la rationalisation de leur utilisation.

La présente action se propose de catalyser la mobilisation de fonds pour les projets d'investissements du secteur privé dans l'énergie renouvelable, l'énergie propre et l'efficacité énergétique.

⁹ Étude diagnostique du secteur de l'énergie au Burundi dans le cadre de l'initiative du secrétaire général des Nations unies sur l'énergie durable pour tous (*Sustainable Energy for All*) – Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), juin 2013.

¹⁰ Quelques exemples de projets: (i) centrale hydroélectrique de 8 MW (production estimée à 41,3 Gwh/an) à connecter au réseau de distribution national: négociation des autorisations en cours; (ii) centrale solaire de 11 MW (production estimée à 19,2 GWh/an) à connecter au réseau de distribution national: étude de pré faisabilité en cours de finalisation; (iii) mini-réseau hydroélectrique de 1,1 MW (production estimée à 6,53 GWh/an) au service des ménages de trois villages ruraux hors réseau: négociation des autorisations en cours; (iv) deux mini-réseaux hydroélectriques de 90 et 150 kW à service des ménages, des écoles et des hôpitaux de deux villages isolés: études environnementales en cours de finalisation; (v) production et vulgarisation de foyers améliorés domestiques et institutionnels (restaurants, prisons, hôpitaux, écoles, etc.): le projet prévoit la sauvegarde d'environ 23 000 ha de forêts et la création d'environ 1 000 emplois; (vi) production et commercialisation de combustibles alternatifs au bois de chauffe (briquettes à base de résidus de café et de riz): le projet estime une production d'environ 2 000 tonnes de briquettes par mois.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Le PND cible l'accroissement de la production énergétique. La construction, la réhabilitation et/ou extension des infrastructures énergétiques sont retenues comme préalables à la transformation structurelle durable de l'économie burundaise, car la maîtrise de la production de l'énergie et la diminution de son coût constituent des facteurs favorisant le développement des activités de transformation et de services. Le PND précise que les autres alternatives pour l'augmentation de la production énergétique sont: le développement de l'énergie solaire, de la biomasse et de l'énergie éolienne.

Parmi les priorités du PND, il y a aussi l'amélioration de la filière biomasse (bois-énergie, charbon de bois, etc.) à travers la promotion de techniques de carbonisation améliorées du bois et un appui à la production et la vulgarisation des foyers améliorés. L'énergie domestique avait déjà été visée comme un enjeu fondamental dans la «lettre de politique énergétique» de 2011, qui précisait que l'augmentation de l'efficacité énergétique des modes de cuisson et d'éclairage au moyen de foyers améliorés constituait une priorité absolue.

Le PND considère que le développement économique du monde rural est une priorité pour le pays et que le secteur de l'énergie joue un rôle central dans cette perspective. En effet, l'absence d'accès à l'énergie dans les zones éloignées du pays constitue un frein considérable à la croissance économique. Le PND précise aussi l'importance de l'approche PPP (partenariat public privé), qui doit être privilégiée afin de garantir le développement de l'industrie et, plus généralement, du secteur privé. En particulier, l'approche PPP servirait de mécanisme de financement des projets de plusieurs secteurs, y compris celui de l'énergie.

La loi n°1/13 de 2015 portant «réorganisation du secteur de l'électricité au Burundi» et ses décrets d'application de 2016¹¹ ont créé un cadre juridique favorable à la libéralisation du secteur et à l'investissement dans le domaine de l'énergie. En outre, les systèmes juridiques de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité ont été séparés. L'autorité de régulation du secteur de l'énergie (AREEN), responsable de la régularisation du marché de l'électricité, a été officiellement établie par le décret n°100/159 de 2018.

En 2015, le Burundi a également adopté le document de «contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN)» qui fait de l'énergie renouvelable un pilier prioritaire pour atteindre ses objectifs de lutte contre le changement climatique. Dans le cadre du CPDN, les activités à mettre en place concernent principalement la construction de centrales hydroélectriques, la vulgarisation de foyers améliorés, le développement de fours modernes pour la carbonisation du bois de chauffe et le reboisement des forêts.

En 2018, le Burundi a adopté deux plans directeurs pour le développement du secteur. Il s'agit notamment du plan directeur d'expansion du réseau de distribution et du plan directeur de production et de transport de l'énergie électrique.

La politique du pays partenaire est en phase avec l'ODD 7, qui intègre l'accès à des services énergétiques modernes et indispensables au développement. L'objectif est d'accroître de manière significative la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et l'accès à une énergie moderne, à l'heure où la consommation énergétique¹² repose principalement sur la biomasse.

¹¹ Décret n°100/130 du 23 juin 2016 portant «réorganisation du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'électricité», décret n°100/131 du 23 juin 2016 relatif à la production, à l'importation et d'exportation d'électricité, décret n°100/132 du 23 juin 2016 portant «procédure de développement d'une centrale de production de l'énergie à usage exclusif et commercial».

¹² Toute source d'énergie confondue.

1.4 Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes directement concernées par l'action sont celles impliquées dans les programmes d'investissement du secteur et dans la gestion technique et commerciale des actifs (production, transport et distribution), à savoir le ministère de l'hydraulique, de l'énergie et des mines à travers la direction générale de l'énergie (DGE), l'agence burundaise d'électrification rurale (ABER), l'autorité de régulation des secteurs de l'eau potable et de l'énergie (AREEN), la régie de production et de distribution d'eau et d'électricité (REGIDESO) et le secteur privé.

Conformément à l'application de l'art. 96 de l'accord de Cotonou, qui ne prévoit aucun soutien financier direct aux autorités, ces parties prenantes seront impliquées du point de vue technique étant donné que leur rôle est incontournable pour la mise en œuvre et le succès de l'action.

Ministère de l'énergie/DGE: le ministère a le mandat d'élaborer, de proposer et de superviser la mise en œuvre de la politique énergétique nationale (électricité, énergies renouvelables et efficacité énergétique). Il représente un acteur clé pour le développement du secteur privé dans le domaine de l'énergie, car c'est lui qui délivre les autorisations de délégation de service public de l'électricité pour un exploitant indépendant (public ou privé). Au sein du ministère et de la DGE, la direction des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique est une partie prenante incontournable de cette action, car elle est chargée notamment de: i) élaborer des programmes de développement sectoriel d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, ii) élaborer des stratégies pour le développement des énergies renouvelables et une législation relative, iii) définir les types de financements à accorder au secteur des énergies renouvelables, etc.

ABER: l'agence a pour mission principale de développer et de mettre en œuvre des projets et des programmes d'électrification rurale, notamment en développant la décentralisation de l'électrification par des microcentrales et des réseaux électriques isolés.

AREEN: l'autorité concourt à la régularisation des marchés de l'électricité. Elle est chargée notamment de: i) assurer le contrôle, la régulation et le suivi des activités relatives au service public de l'électricité, ii) promouvoir la concurrence et la participation du secteur privé en matière de production, de transport, de distribution et de vente de l'électricité, iii) veiller au respect, par les opérateurs des secteurs de l'électricité, des conditions d'exécution des autorisations, des contrats de concession, des contrats de partenariat public-privé et leurs cahiers des charges, etc.

REGIDESO: la régie est un service public qui fonctionne sous la supervision du ministère de l'énergie. Sa mission principale est la production, le transport et la distribution d'énergie électrique, ainsi que sa commercialisation dans les centres urbains ou à vocation urbaine. Elle a le monopole de la distribution et du transport (réseau national).

La REGIDESO souffre depuis des années d'une gestion critiquée, qui se traduit par des taux de pertes élevés et un service aux usagers souvent défaillant (problèmes de facturation, délais d'intervention sur pannes, etc.). Dans le cadre du projet de construction des centrales hydroélectriques de Jiji et Mulembwe (cofinancé par l'UE), la REGIDESO fait l'objet d'un programme de réforme et de restructuration.

La population burundaise et le secteur productif qui auront un accès amélioré à l'énergie deviendront bénéficiaires indirects de l'action.

Les bénéficiaires directs de l'action sont les acteurs du secteur privé, en particulier national, agissant dans le domaine de l'énergie, car ils bénéficieront directement du soutien d'un fonds mis à disposition par une facilité d'investissement (type ElectriFI) pour développer et mettre en œuvre leurs projets. Le secteur privé burundais est en fait à la recherche d'opportunités dans la

production d'électricité, l'accès à l'électricité et aux énergies propres. Toute aide qui pourrait lui être fournie favoriserait un développement plus rapide et plus efficace des opérations du secteur privé. Une facilité d'investissement pourrait certainement jouer un tel rôle de soutien.

Les activités, les investissements et les innovations des entreprises privées représentent le moteur de la productivité, de la croissance économique et de la création d'emploi, en favorisant le développement économique et social du pays, ce qui rentre dans le cadre des conclusions/recommandations de l'Agenda d'Addis Ababa de 2015¹³.

Le secteur privé qui intervient dans le domaine de l'énergie se caractérise principalement par des petites et moyennes entreprises. Les sociétés de grande taille sont aussi présentes sur le territoire, mais il s'agit plutôt de sociétés internationales avec des filiales dans le pays.

Les entreprises locales de petite et moyenne taille se sont réunies dans une association (BUREA - association des énergies renouvelables du Burundi) afin de promouvoir l'accès et l'utilisation de l'énergie (issue de sources renouvelables) pour tous. Cette organisation est bien structurée et, dans la mesure du possible, organise des ateliers/séminaires de formation et d'échanges parmi ces membres afin d'accroître leurs capacités techniques, commerciales, etc. Des échanges et des collaborations sont aussi en place entre l'association et les principaux bailleurs de fonds qui interviennent dans le domaine de l'énergie.

Presque toutes ces entreprises maîtrisent les différentes opportunités de financement (garanties, fonds propres, dettes, etc.), mais les conditions actuelles du marché et de l'économie locale les empêche d'avoir accès à ces financements.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Electrification rurale

En 2017, le nombre de ménages ayant accès à l'électricité était évalué à 7 %, correspondant à 52 % des ménages urbains et 2 % des ménages ruraux. Le taux d'électrification pourrait être amélioré dans les localités hors réseau par le biais d'un accès à des systèmes autonomes, à des micro/mini-réseaux, au réseau national, etc.

Le pays n'est pas encore doté d'un plan directeur d'électrification rurale, mais celui-ci pourrait être développé dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale (Cf. point 3.2). Cela permettrait d'avoir une priorisation des localités à électrifier, et donc de mieux cibler les activités mises en œuvre par le secteur privé dans le cadre de la présente action.

Les réseaux isolés actuellement présents au Burundi sont exploités par l'ABER¹⁴, qui est une structure aux capacités relativement faibles avec peu d'autonomie financière et de pouvoir de décision, ce qui pourrait avoir un impact important sur la durabilité de ces réseaux.

¹³ Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba). Le texte final du document final a été adopté à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Addis-Abeba, Éthiopie, 13-16 juillet 2015) et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015.

¹⁴ Il s'agit de 5 micro/mini-centrales hydroélectriques dotées d'un réseau de distribution, au service d'environ 650 ménages/abonnés au total. De plus, quatre microcentrales solaires sont en cours de construction par l'ABER, qui deviendra aussi responsable de leur exploitation.

Production d'énergies renouvelables

Le développement de la production électrique du Burundi s'est longtemps appuyé sur la production thermique et hydroélectrique. La première centrale solaire de grande envergure (7,5 MW) devrait être construite dans le courant de 2019, deviendrait fonctionnelle en 2020 et serait exploitée par un acteur du secteur privé.

Les réseaux isolés exploités par l'ABER sont constitués de micro/mini-centrales hydroélectriques. Les systèmes solaires autonomes sont peu diffusés et, ceux installés, présentent des problèmes non négligeables liés à leur gestion et maintenance, ce qui crée des incertitudes sur leur durabilité.

En ce qui concerne l'énergie propre, la promotion de techniques de carbonisation améliorées du bois (amélioration de la filière biomasse) et la vulgarisation de foyers améliorée sont caractérisées par des actions ponctuelles plutôt que par de larges programmes, structurés et coordonnés.

Les développements des dernières années, à savoir la libéralisation du secteur de l'énergie (loi de 2000¹⁵, modifiée par la loi de 2015) et l'ouverture à la délégation du service public de l'électricité pour un exploitant indépendant (public ou privé) (décrets d'application de la loi de 2015), concourent à une amélioration de l'attractivité du secteur qui ne peut qu'encourager à terme les investissements, publics et privés.

Il existe donc une réelle opportunité pour l'UE, à travers cette intervention qui sera mise en œuvre dans le cadre de la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP), de favoriser le recours prioritaire à des opérateurs privés pour la production et l'exploitation des infrastructures de production d'énergie renouvelable et d'énergie propre, et d'avoir un impact direct et concret sur le développement économique (et donc la création d'emplois), tout en préservant l'environnement de façon durable.

La présente action se concentrera sur la mobilisation des investissements nécessaires au renforcement de l'accès, de la production et de l'efficacité d'une énergie durable et abordable, devant, à terme, favoriser une croissance économique verte et inclusive.

Les interventions viseront de façon prioritaire:

1. l'accès à l'électricité hors réseau, à travers notamment la promotion des énergies solaires domestiques et l'appui à la mise en place de mini-réseaux;
2. l'accès à une source d'énergie propre, à travers notamment la promotion de techniques de carbonisation améliorées du bois et la promotion et vulgarisation de systèmes de cuisson propre;
3. l'augmentation de la production de l'électricité, issue de sources renouvelables, au niveau national.

¹⁵ Loi n°1/14 du 11 août 2000 portant «libéralisation et réglementation du service public de l'eau potable et de l'énergie électrique».

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F ¹⁶)	Mesures d'atténuation
Manque d'engagement de la part du Gouvernement.	F	Plaidoyer et discussions techniques avec les autorités nationales sur la base du cadre législatif (favorable) du secteur de l'énergie (libéralisation du secteur, ouverture au PPP, etc.).
Des entreprises privées utilisent les projets d'investissement appuyés dans le cadre de l'action pour le blanchissement d'argent.	F	Mesures préventives anti-blanchiment par la connaissance et l'analyse des états et flux financiers des entreprises concernées.
Discriminations envers les groupes vulnérables concernant l'accès à l'énergie.	M	Introduction de mesures/critères d'inclusion et non-discrimination dans les projets d'investissement appuyés.
Faiblesse des acteurs publics (ministère de l'énergie, DGE, AREEN, banques publiques, etc.) dans la mise en œuvre des projets d'investissements.	M	Une assistance technique d'appui est prévue dans le cadre du projet de la Banque mondiale pour appuyer le renforcement des capacités (Cf. paragraphe 3.2). Si nécessaire, l'UE mobilisera une assistance technique (AT) court-terme dans le cadre du contrat d'AT de la mesure d'appui à la résilience des populations du Burundi (Déc. BI/FED/040-082), en complément avec cette action.
Situation économique du pays qui limite l'investissement privé (manque de devises, taux d'intérêts des banques locales, etc.).	E	Les institutions financières qui soutiendront ce fonds d'investissement sont sensibilisées sur la nécessité de prévoir des critères, d'éligibilité et de financement adaptés au contexte particulier du pays.
Incapacité des bénéficiaires finaux (communautés) à payer pour l'électricité ou l'accès à une énergie propre.	E	Coordination entre les parties prenantes (UE, partenaire de mise en œuvre, secteur privé, autorités nationales, autres partenaires, etc.) pour adapter le plus possible les tarifs/redevances aux capacités des bénéficiaires (par ex. grilles tarifaires <i>ad hoc</i> , etc.).
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité (ou amélioration du contexte) politique, économique et sécuritaire du pays. • Stabilité du taux de change BIF/devises étrangères (EUR et USD) et meilleur accès aux devises (EUR et USD). • Amélioration, voire stabilité, de la gouvernance économique et du climat des affaires pendant toute la durée de l'action. • Développement de technologies et d'infrastructures énergétiques, dans le respect de l'environnement et en lutte contre le changement climatique. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Cette action a fait l'objet au préalable d'une étude de marché (mise en œuvre par une équipe de la TAF¹⁷), qui a permis d'analyser les capacités d'investissement du secteur privé dans le domaine de l'énergie.

¹⁶ Élevé (E), moyen (M), faible (F).

¹⁷ TAF (FAT): *Technical Assistance Facility*/Facilité d'assistance technique de l'UE. Réf. de la mission: CW223.

Les conclusions de cette étude de marché permettent de dégager les enseignements suivants:

- L'électrification hors réseau (mini-réseau ou *Solar Home Systems* (SHS), par exemple) devrait être prioritaire, car le réseau de distribution est pratiquement inexistant dans les zones rurales et les plans d'expansion du réseau national peuvent nécessiter beaucoup de temps et d'investissements avant d'être mis en œuvre.
- En ce qui concerne les mini-réseaux, bien que le cadre réglementaire ait clarifié les nombreuses questions relatives à leur exploitation, il n'existe aucune expérience de leur fonctionnement dans le pays et la capacité des utilisateurs hors réseau à payer pour avoir accès à l'électricité reste à vérifier.
- Les promoteurs de projets de mini-réseaux sont peu nombreux et manquent de capacité financière pour développer et mettre en œuvre pleinement leurs projets. Les conditions de prêt offertes par les banques locales n'étant pas favorables, l'action devrait donc envisager des conditions de prêt adaptées, afin de faciliter le processus de développement/mise en œuvre et de contribuer à la rentabilité de tels projets (une complémentarité avec le projet de la Banque mondiale sur l'électrification rurale est envisagée, Cf. point 3.2).
- Les initiatives d'investissement plus modestes, telles que celles concernant les systèmes solaires domestiques, se heurtent à des problèmes tels que les difficultés d'importation de leurs produits (retards importants), le coût élevé du capital, etc., ce qui ne permet pas de rationaliser le coût des équipements proposés aux clients. Ces difficultés d'importation pourraient être atténuées par la création d'une facilité spécialisée, ce qui permettrait aux installateurs/entrepreneurs locaux de financer plus rapidement et à moindre coût l'importation d'équipements en énergie renouvelable. Cette facilité pourrait être un fonds renouvelable (*revolving fund*), qui pourrait être créé en lien avec le projet de la Banque mondiale sur l'électrification rurale (Cf. point 3.2).
- Le besoin de fonds de roulement en capital/dette à un coût raisonnable a également été exprimé pour les actions liées à l'efficacité des foyers améliorés/énergies propres. Des crédits en monnaie locale permettraient aux opérateurs burundais d'éviter les risques liés à l'accès aux devises et au taux de change (BIF/devises étrangères).

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

- Cette action est complémentaire du projet en cours de préparation par la **Banque mondiale**, qui inclut quatre composantes: i) électrification des écoles et cliniques, ii) accès à l'énergie pour les ménages vulnérables et développement d'un marché pour les équipements solaires hors réseau, iii) installation pilote de mini-réseaux, et iv) développement d'un cadre favorable pour l'accès hors réseau et renforcement des capacités. L'exploitation des différentes infrastructures électriques devrait revenir aux acteurs du secteur privé travaillant dans ce domaine. Le projet (dans ses composantes ii) et iii)) vise également la création d'instruments financiers spécifiques, comme des facilités de crédit pour les distributeurs et/ou les entreprises de microfinance, ce qui pourrait soutenir les investissements par un fonds dédié (type ElectriFI). L'assistance technique qui sera mise en place par ce projet de la Banque mondiale permettra de mieux analyser la situation actuelle, de définir les mécanismes de soutien les plus adéquats et de contribuer donc à la création d'un environnement plus favorable aux investissements privés.
- **L'agence des États-Unis pour le développement international (USAID)/Power Africa** intervient dans le secteur de l'énergie au Burundi essentiellement à travers le renforcement des capacités des autorités nationales (ministère de l'énergie, AREEN, REGIDESO, etc.). Le projet assiste en particulier l'AREEN dans l'élaboration de modèles de contrats IPP

(*Independent Power Producer*). Ce projet a contribué, entre autre, à la signature du contrat de délégation de service public avec la société Gigawatt Global qui construit et qui exploitera la première centrale solaire de grande échelle (7,5 MW) du Burundi. L'élaboration de modèles de contrats IPP par ce partenaire devrait rendre plus simples et rapides dans l'avenir les phases de négociation et de signature d'accords entre le secteur privé et les autorités nationales, dans le cadre de l'approche PPP nécessaire au développement de cette action.

- Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) relatif à **la composante «énergie» de la mesure d'appui à la résilience des populations du Burundi** (BI/FED/040-082), financée par l'UE, sera lancé. Il visera la participation du secteur privé pour la construction et surtout l'exploitation des infrastructures créées dans le cadre des projets. Le rôle d'exploitant dévolu au secteur privé devrait permettre de garantir la durabilité des actions financées et de renforcer notamment la résilience des populations, en favorisant le développement. Cet AMI devrait faciliter l'émergence d'acteurs privés, qui deviendraient autant d'acteurs plus pertinents au regard de l'action.
- Dans le cadre du projet de construction d'un complexe de **deux centrales hydroélectriques sur les rivières Jiji et Mulembwe**, financé par l'UE, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), il est prévu un appui à la réforme/restructuration de la société qui détient le monopole dans la distribution et le transport d'électricité, la REGIDESO. Cette réforme devrait rendre plus efficace et efficiente cette société et donc faciliter les investissements du secteur privé en matière de production et distribution.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Objectif général (impact attendu)

Contribuer au développement économique et social du Burundi.

Objectifs spécifiques (effets attendus)

Le secteur de l'énergie durable est développé au Burundi.

Produits attendus (résultats)

Les produits attendus sont les suivants:

- P1: des investissements structurants de type privé sont réalisés dans le secteur de l'énergie, visant l'efficacité énergétique et le développement d'énergies renouvelables;
- P2: l'accès des communautés, principalement rurales, à une source d'énergie propre et durable est amélioré.

Principales activités

Activité 1

Mobiliser des **financements** auprès d'institutions financières et du secteur privé **pour la construction d'installations de production d'énergie moderne**. Il s'agira de passer de programmes de subvention traditionnels à des programmes d'investissement/prêts, comme prévu dans le cadre de la Plateforme d'investissement pour l'Afrique, afin de combler le déficit

financier pour réaliser les infrastructures énergétiques adéquates et permettre à davantage de projets d'être soutenus.

Cela devrait permettre d'avoir un effet de démonstration/levier qui devrait donc favoriser la réplication de «modèles d'entreprises». Dans le cadre d'une amélioration substantielle de la situation économique du pays dans les années à venir, la réplicabilité de «modèles d'entreprises» pourrait se faire de manière spontanée, sans devoir compter sur des financements concessionnels (prêts, fonds propres, etc.).

Les projets d'investissements destinés à être financés par l'action sont, à ce stade, indicatifs et feront l'objet d'analyses plus détaillées par la(les) institution(s) financière(s) responsable(s) de la mise en œuvre de l'action. Ces projets répondront aux priorités d'interventions définies au point 1.5 et précisées ci-dessous:

Priorité d'intervention 1: fournir un accès à l'électricité aux populations rurales non desservies par le réseau de distribution national grâce à des solutions durables:

- systèmes autonomes (du type *Solar Home Systems* (SHS), etc.);
- micro- et/ou mini-réseaux;
- autres propositions durables.

Priorité d'intervention 2: fournir un accès à l'énergie propre aux populations grâce à des solutions durables:

- foyers améliorés;
- combustibles alternatifs au bois de chauffe/charbon de bois (briquettes, etc.);
- systèmes améliorés de carbonisation;
- autres propositions durables.

Priorité d'intervention 3: augmenter la production nationale d'énergie électrique par le biais de sources renouvelables:

- centrales hydroélectriques;
- centrales photovoltaïques;
- mini-réseaux connectés au réseau national de distribution;
- autres propositions durables.

Activité 2

Mobilisation d'un **appui technique spécifique**. Il sera mis en place (type programme GET.invest) afin d'accompagner l'émergence des acteurs privés et la préparation de propositions de projets techniquement valables, faisables et financièrement fiables/bancables, qui ensuite peuvent bénéficier de financements dédiés dans le cadre de mécanismes comme ElectriFI ou autre. Il s'agit donc de mettre en place un service de *Finance Catalyst* qui agit en complémentarité avec d'autres instruments de soutien et de financement et qui aide les acteurs du marché à accéder à ce dernier et à obtenir des résultats plus solides.

4.2 Logique d'intervention

La stabilité (ou l'amélioration) du contexte politique, économique et sécuritaire du pays, l'amélioration (ou au moins une certaine stabilité) de la gouvernance économique et du climat des affaires, ainsi qu'une certaine stabilité du taux de change BIF/devises étrangères et de la disponibilité de ces devises, sont les facteurs-clés pour l'atteinte des résultats/produits de l'action.

Si ces conditions sont réunies, la mise en œuvre de l'action permettra des investissements structurants dans le secteur de l'énergie (efficacité énergétique et énergies renouvelables) et une amélioration de l'accès à l'énergie propre et durable pour les communautés, principalement rurales, ce qui aura un effet positif sur le développement des énergies durables et, en conséquence, un impact important sur le développement économique et social du pays.

L'amélioration de l'accès à l'énergie, notamment électrique, doit permettre en effet d'augmenter les capacités de production de l'industrie, de transformation et de conservation des produits périssables, mais aussi de renforcer la sécurité. De même, l'accès à une énergie domestique de qualité aurait un effet positif non seulement sur l'environnement, mais aussi sur la santé de la population pauvre qui cuisine essentiellement avec du bois de chauffe et souffre, de conséquence, des effets néfastes des fumées domestiques.

Ces effets positifs, liés aux activités, aux investissements et aux innovations des entreprises privées, doivent donc devenir le moteur de la productivité, de la croissance économique et de la création d'emploi, en favorisant le développement économique et social du pays.

Sur la base de cette logique d'intervention et afin de favoriser l'atteinte des objectifs, les éléments complémentaires ci-dessous seront pris en compte pendant la période de mise en œuvre de l'action:

- poursuite du plaidoyer et du dialogue technique avec les différentes parties prenantes et partenaires, afin de garantir la durabilité des résultats atteints et de l'impact;
- accompagnement de la Délégation de l'UE dans la mise en place d'un appui technique spécifique qui puisse faciliter l'identification des acteurs privés les plus performants et une instruction rigoureuse de leurs projets, permettant donc d'atteindre une bonne qualité des documents techniques et une description financière détaillée, afin de faciliter la mise en œuvre ultérieure;
- prise en compte systématique des besoins exprimés et des contraintes environnementales et sociales identifiées;
- suivi rigoureux par la Délégation de l'UE, et par les autres partenaires, de la mise en œuvre de l'action, à travers des missions de terrain, l'organisation de réunions de coordination, etc.;
- mise en œuvre de l'action en complémentarité avec les autres projets financés par l'UE et par les autres partenaires techniques et financiers (pays membres de l'UE, banques de développement, etc.).

4.3 Intégration des questions transversales

Changements climatiques et durabilité de l'environnement

Les interventions qui favorisent l'accès à une énergie moderne et à une énergie propre auront un impact positif sur les ressources ligneuses (charbon de bois et bois de feu), limitant ainsi la déforestation et ses conséquences négatives (érosion, perte de fertilité des sols, augmentation du ruissellement et des inondations, pollution de l'air, etc.), permettront de réduire l'impact négatif sur l'environnement grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique, et contribueront aussi à l'atténuation des changements climatiques grâce à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Des informations adéquates sur l'impact environnemental des projets d'investissements proposés, ainsi que l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, seront une condition préalable à l'évaluation des propositions de projet.

Une attention particulière sera aussi accordée à la mise en place de systèmes de gestion des batteries des systèmes photovoltaïques et des autres déchets électroniques et/ou dangereux et au développement de plans de réutilisation/recyclage.

Genre

La question genre sera également centrale tout au long de la mise en œuvre de l'action.

L'accès à une énergie propre pour les ménages (surtout en milieu rural) contribuera à l'égalité de genre et en particulier à l'autonomisation des femmes, qui auront la possibilité de participer à des activités économiquement rentables. L'action encouragera également les femmes à participer aux décisions d'achat, de vulgarisation et d'entretien des produits d'énergie propre.

De même, l'accès à l'énergie électrique doit favoriser une autre forme d'autonomisation des femmes, en plus d'une amélioration de leurs conditions de sécurité.

Des mesures spécifiques seront prévues au niveau des projets d'investissement financés pour prévenir la non-discrimination des femmes et plus en générale des groupes vulnérables, pour un accès équitable à l'énergie.

Droits de l'Homme

L'action aura un impact positif sur la croissance/emploi et sur les conditions de vie des communautés bénéficiaires, ce qui facilitera l'accès des populations aux droits sociaux et économiques.

Concernant les droits économiques, les investissements envisagés par cette action permettront l'amélioration de la capacité du secteur privé à générer de la croissance et de l'emploi. Un approvisionnement en électricité, par exemple, renforcera la compétitivité des entreprises/activités productives existantes et facilitera les investissements et la création d'emplois.

De meilleures solutions d'éclairage doivent permettre d'améliorer le niveau de vie des communautés, d'un point de vue de la sécurité et de l'éducation, en particulier des enfants et des jeunes, et fournir ainsi un meilleur accès à certains services de base. En outre, l'accès à une énergie de cuisson propre limite les risques pour la santé (maladies respiratoires), liés à la pollution de l'air due aux fumées.

Résilience

L'accès à une énergie moderne/propre contribue au renforcement de la résilience des populations, grâce à l'amélioration des leurs conditions de vie, à un accès amélioré aux services de base (éducation, santé, etc.) et au développement des activités productives/commerciales (ce qui crée de l'emploi et renforce l'économie dans la zone d'intervention).

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD 7 «garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable», et de l'ODD 17 «partenariats pour la réalisation des objectifs». Elle contribue dans une moindre mesure aussi à l'ODD 1 «éliminer l'extrême pauvreté et la faim», l'ODD 8 «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous» et l'ODD 13 «prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions».

L'action vise à améliorer l'accès à une source d'énergie fiable et durable pour les populations burundaises, surtout en milieu rural, par le biais d'investissements du secteur privé, ce qui contribue activement à l'atteinte des ODD 7 et ODD 17. L'accès à l'énergie, par le biais de sources renouvelables (ODD 13), permet donc d'améliorer les conditions de vie des populations (ODD 1) et de créer un environnement plus favorable pour le développement de l'économie du pays (ODD 8).

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **96 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'Action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁸.

5.4.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre (GIZ)

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ). Cette mise en œuvre implique l'organisation de séances d'information/sensibilisation du secteur privé sur les possibilités et les modalités d'investissement dans le domaine de l'énergie, la mise en place d'un appui technique afin d'accompagner l'émergence des acteurs privés et la préparation de propositions de projets techniquement valables et financièrement fiables/bancables, qui ensuite peuvent bénéficier de financements dédiés dans le cadre de mécanismes comme ElectriFI ou autre.

¹⁸ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants:

- en fonction de son expérience dans le domaine des énergies renouvelables,
- en fonction de son expérience dans la mobilisation du secteur privé et dans l'appui technique pour la préparation des propositions de projet, à travers le programme GET.invest (*Mobilising Renewable Energy Investments*).

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.3.

5.4.2 Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)

La présente contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités appelées institutions financières chef de file (*Lead Financial Institutions*), indiquées dans l'appendice 2 du présent document d'action.

Les institutions financières impliquées dans l'action seront déterminées sur la base de: i) l'expérience dans le secteur de l'énergie, en particulier au Burundi, ii) l'expérience dans la mise en œuvre d'actions type «blending», iii) la volonté et l'implication à adapter l'intervention aux spécificités du Burundi.

Les acteurs du secteur privé pourront présenter leurs projets en répondant à un appel à proposition ou à travers une candidature spontanée. Les modalités de présentation/proposition des projets seront précisées avec l'institution financière responsable de la mise en œuvre de cette partie de l'action.

5.4.3 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles

En cas d'échec des négociations avec l'entité mentionnée à la section 5.4.1, l'activité 2 (mobilisation d'un appui technique spécifique) sera mise en œuvre en gestion directe à travers la passation d'un marché de services.

Un contrat de service pour mobiliser une assistance technique (AT) sera donc lancé, afin d'assurer l'appui technique nécessaire pour sensibiliser les acteurs du secteur privé intervenant dans le domaine de l'énergie et les accompagner dans la préparation des propositions de projet pour les soumettre à une demande de financement.

Objet	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique	services	1	1 ^{er} trimestre 2020

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
5.4.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre (GIZ)	1 100 000
5.4.2 Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP), y compris les actions de communication et de visibilité	9 300 000
5.9 Évaluation, 5.10 Audit	200 000
Provision pour dépenses imprévues	s.o.
Totaux	10 600 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Des réunions régulières de coordination (semestrielles, voir trimestrielles au début de l'action, le cas échéant) seront organisées entre la Délégation de l'UE, l'institution financière et l'agence d'un État membre de l'UE qui sera responsable de l'appui technique au secteur privé. Ces réunions auront l'objectif de coordonner les activités, prendre des éventuelles décisions et assurer le même niveau d'information parmi ces acteurs. Les autres parties prenantes/partenaires de l'action seront également associés à ces réunions:

- l'ordonnateur national du FED (ON), par le biais de sa cellule d'appui (CELON), en tant que bénéficiaire de cette action et de lien avec les instances techniques au niveau du Gouvernement;
- le ministère de l'énergie, par le biais de la direction générale de l'énergie et de sa direction des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, en tant qu'acteur clé pour le développement du secteur privé dans le domaine de l'énergie, car il lui revient entre autre le mandat de délivrer les autorisations de délégation du service public de l'électricité pour un exploitant indépendant;
- l'AREEN, qui a le mandat de réguler le secteur, et donc de fixer les tarifs de l'électricité dans le cadre du PPP et d'instruire les autorisations de délégation du service public de l'électricité;
- les autres partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, BAD, etc.), pour une coordination et synergie avec les autres activités mises en œuvre dans le secteur.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

L'institution financière responsable d'une partie de cette action mettra en place un système de suivi conforme aux prescriptions présentées ci-dessus.

L'agence d'un État membre de l'UE, responsable de l'appui technique au secteur privé, doit également produire des rapports d'avancement réguliers (au moins annuels). L'éventuelle organisation de séances d'information/sensibilisation du secteur privé sera effectuée en étroite collaboration avec la Délégation de l'UE, qui sera associée dans les différentes étapes de cette activité.

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes liés à la mise en œuvre de cette action et pour vérifier l'opportunité de lancer une deuxième phase de la même action.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte de la particularité de cette action qui vise à favoriser les investissements du secteur privé dans le domaine de l'énergie.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins quinze jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il revient à l'institution financière partenaire de la présente action de développer un plan de communication et de visibilité et d'en garantir une adéquate mise en œuvre, sous la supervision et le suivi de la Délégation de l'UE.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE 1 – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	Contribuer au développement économique et social du Burundi. <i>Cf. section 4 du document d'action</i>	1. Taux de croissance économique nationale (%). 2. IDH (classement). 3. Proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté (données désagrégées par sexe).	1. Banque mondiale ou Fonds monétaire International. 2. Rapport du développement humain (PNUD). 3. Statistiques nationales et internationales.	<i>Sans objet.</i>
Effets directs (objectifs spécifiques)	Le secteur de l'énergie durable est développé au Burundi. <i>Cf. section 4 du document d'action</i>	1.1 Production nationale d'énergie électrique d'origine renouvelable (GWh). 1.2 Proportion de la population ayant accès à l'électricité (<i>Indicateur 7.1.1 de l'ODD7.</i>) 1.3 Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres (<i>Indicateur 7.1.2 de l'ODD7.</i>) 1.4 Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie (électrique) (<i>Indicateur 7.2.1 de l'ODD7.</i>) 1.5 Nombre d'acteurs du secteur privé qui investissent dans le domaine de l'énergie.	Statistiques nationales et rapports de l'action.	Stabilité (ou amélioration du contexte) politique, économique et sécuritaire du pays. Amélioration de la gouvernance et du climat des affaires pendant toute la durée de l'action.

Produits	P1. Des investissements structurants de type privé sont réalisés dans le secteur de l'énergie, visant l'efficacité énergétique et le développement d'énergies renouvelables.	1.1 Nombre d'investissements réalisés avec l'appui de l'action.	1.1 Rapports de l'Action.	Bon engagement politique de la part du Gouvernement. Détermination des acteurs publics dans la mise en œuvre des projets d'investissements.
		1.2 Montant global (millions EUR) d'investissements réalisés avec l'appui de l'Action.	1.2 Rapports de l'action.	
		1.3 Quantité d'émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées (tonnes éq. CO2) grâce à l'appui de l'action.	1.3 Rapports de l'action.	
	P2. L'accès des communautés, principalement rurales, à une source d'énergie propre et durable est amélioré.	2.1 Nombre de personnes supplémentaires (à ventiler par milieu - urbain et rural, et à désagréger par genre) ayant eu accès à l'électricité (nouvel accès et accès amélioré) grâce à l'appui de l'action.	2.1 Rapports de l'action.	
	<i>Cf. section 4 du document d'action</i>	2.2 Nombre de personnes supplémentaires (à ventiler par milieu - urbain et rural, et à désagréger par genre) ayant accès à une énergie propre grâce à l'appui de l'action.	2.2 Rapports de l'action.	
		2.3 Puissance en MW de capacité renouvelable installés grâce à l'appui de l'action.	2.3 Rapports de l'action.	

APPENDICE 2 – CONTRIBUTIONS INDICATIVES DES ENTITÉS FINANCIÈRES

Acronymes	Entités légales
AfD	Agence française de développement
BAD	Banque asiatique de développement
BAD	Banque africaine de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CABEI	<i>Central American Bank for Economic Integration</i>
CIFOR	Centre de recherche forestière internationale
CPS	La communauté pacifique
EDFI MC	<i>European Development Finance Institution Management Company</i>
FEI	Fonds européen d'investissement
FIDA	Fonds international de développement agricole
GBM	Groupe de la Banque mondiale (BIRD, IDA, IFC, MIGA, CIRDI)
NEFCO	<i>Nordic Environment Finance Corporation</i>
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
PAM	Programme alimentaire mondial
SPREP	Programme régional océanien de l'environnement
UA	Union africaine

Acronymes	Agences nationales, pays
AECID	<i>Agencia española de cooperación internacional al desarrollo</i> , Espagne
AFD	Agence française de développement, France
CDP	<i>Cassa depositi e prestiti s.p.a.</i> , Italie
COFIDES	<i>Compañía española de financiación del desarrollo</i> , Espagne
DEG	<i>Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH</i> , Allemagne
FMO	<i>Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden</i> , Pays-Bas
KfW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i> , Allemagne
PROPARCO	Groupe agence française de développement, France
RVO	<i>Rijksdienst voor Ondernemend Nederland</i> , Pays-Bas
SIMEST	<i>Società italiana per le imprese all'estero</i> , Italie
USAID	<i>United States Agency for International Development</i> , États-Unis